



SNCF PARIS SUD-OUEST

Lundi 12 février 2024

À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre eux qui se

prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les

principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.



ISRAËL BOMBARDE RAFAH
OÙ PLUS D'1.3 MILLIONS DE PALESTINIENS,
CHASSÉS PAR TSAHAL, ONT DÛ SE RÉFUGIER

ASCT : dépôt de sacoche pour des augmentations de salaires

Farandou nous a demandé de bien réfléchir, c'est ce qu'on a fait et ce sera donc la grève pour trois jours à partir du 16 février. En tant qu'ASCT, et comme bien d'autres travailleurs, nous subissons la hausse des prix de l'énergie, de la nourriture. Nous constatons l'explosion des profits du CAC40 et les bons résultats du groupe SNCF. Poussés par la colère à la base, les fédérations CGT, SUD-Rail, FO et le Collectif National des ASCT appellent à la grève. Le fond de l'air se réchauffe ! Ce sera déterminant que les grévistes s'en emparent pour se réunir en assemblée générale, discuter collectivement des revendications et des suites à donner.

Grève dans les technicentres : on reste sur notre faim

Après plusieurs débrayages pourtant réussis, la grève dans les technicentres n'aura finalement pas eu lieu. En cause, la levée du préavis de grève par la fédération SUD-Rail. Certes, des revalorisations du travail de nuit et une prime de 75 euros mensuels ont été obtenus en échange, mais cette dernière ne concerne que les technicentres TGV. La direction a dû faire quelques concessions, très insuffisantes, face à la pression imposée par toutes celles et ceux qui s'apprêtaient à faire grève. Si elle l'a fait c'était de peur de perdre beaucoup plus. Pour cela il aurait fallu faire véritablement grève et construire le rapport de force indépendamment des calculs des appareils syndicaux. Ce n'est que partie remise, la contestation sur les salaires se poursuit dans d'autres métiers.

Grève dans les EIC

Après les journées de grève particulièrement réussies en décembre sur l'EIC PSO, il s'agit cette fois d'un appel à la grève nationale les 23 et 24 février. Au-delà de quelques revendications catégorielles, c'est la question des salaires qui domine. Marre des miettes ou des primes que la direction nous lâche pour apaiser la colère. Nous voulons des augmentations de salaires pérennes.

Escroquerie Individuelle Annuelle

La période des EIA vient de s'ouvrir. L'occasion d'un rendez-vous sur mesure, en tête en tête avec sa hiérarchie de proximité. Mais c'est surtout chaque année une vaste comédie dans laquelle notre salaire est potentiellement augmenté de quelques euros, à la tête du client. Notamment pour les collègues contractuels, où les logiques arbitraires et individualistes sont encore pires, car le salaire doit être carrément négocié. Mais ce n'est pas à échelle individuelle que nous obtiendrons les réelles augmentations de salaire qu'il nous faut !

RATP : 300 euros pour tous ou pas de Jeux olympiques

Des ouvriers de la maintenance du réseau de transport francilien ont envahi jeudi le siège de la RATP pour réclamer une augmentation de 300 euros et de meilleures conditions de travail, alors que se tenaient les négociations annuelles obligatoires. « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO », indiquait la banderole syndicale sur la façade de l'immeuble du 12^e arrondissement. La centaine de grévistes est ensuite entrée dans les bureaux. La direction de son côté a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour la période du 5 février au 9 septembre, soit celle des Jeux olympiques... Outre les 300 euros pour tous, la CGT demande une meilleure prise en charge de la mutuelle, la semaine de 32 heures et l'instauration d'un mécanisme d'indexation sur l'inflation.

Des revendications qui ne concernent pas seulement les travailleurs de la RATP !

La « cheapflation », nouvelle arnaque des industriels de l'agroalimentaire

Alors que les prix de l'alimentation ont augmenté de 5,7 % sur un an, l'ONG Foodwatch, qui milite pour plus de transparence dans le secteur agroalimentaire, accuse de nombreuses marques d'avoir dégradé la qualité de certains produits... tout en augmentant leurs prix. Elles auraient remplacé un ingrédient par un autre de moins bonne qualité, par exemple de l'huile de palme plutôt que de l'huile de tournesol. Elles diminuent la quantité de poisson ou de viande dans les plats cuisinés ou le nombre de jaunes d'œufs utilisés dans la mayonnaise industrielle.

Quand les industriels voient leurs marges et leurs profits exploser, les consommateurs et les salariés de l'agro-alimentaire trinquent.

Déni de démocratie au Sénégal

Alors que le président du Sénégal, Macky Sall, vient d'annoncer le report de l'élection présidentielle prévue le 25 février, les manifestations ont repris pour dénoncer ce coup de force. La semaine dernière, elles ont déjà fait au moins trois morts parmi les manifestants. Un appel à une mobilisation générale a été lancé ainsi qu'à une poursuite des manifestations chaque vendredi. Au pouvoir depuis 2012, Macky Sall a fait écarter ses principaux opposants. La condamnation de son principal opposant, Ousmane Sonko, en juin 2023 avait déclenché d'importantes manifestations et la répression avait fait plus de 23 morts. Le pouvoir sénégalais mais aussi des intérêts français, comme Auchan ou Total, avaient été pris pour cible. La France fait mine de se préoccuper de la démocratie au Sénégal, mais veille surtout à préserver ses intérêts, à travers Macky Sall ou un successeur qu'elle adouberait.

